

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Appel d'offres ouvert

**Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la
commande publique**

MARCHE N° : 2569R06AO

**SERVICES D'ASSURANCE POUR LES CCI DE LA
REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES, LEURS
ETABLISSEMENTS GERES ET STRUCTURES
ASSOCIEES**

POUVOIR ADJUDICATEUR

**CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes
Centrale d'Achats de CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes**

32 Quai Perrache - CS 10015
69286 LYON CEDEX 02

Site web : www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

Profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Cellule régionale de la commande publique : marches@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	3
ARTICLE 1.1 - OBJET DU CONTRAT	3
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	4
ARTICLE 3 : CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	4
ARTICLE 4 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	5
ARTICLE 5 - PRIX	5
ARTICLE 7 - GARANTIES FINANCIERES	7
ARTICLE 8 - AVANCE	7
ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 11 – ASSURANCES	11
ARTICLE 12 - RESILIATION	11
ARTICLE 13 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	12
ARTICLE 14 - DEROGATIONS	12

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

SERVICES D'ASSURANCE POUR LES CCI DE LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES, LEURS ETABLISSEMENTS GERES ET STRUCTURES ASSOCIEES

Conformément au 8° de l'article L711-8 du Code de Commerce, la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes (CCIR) assure une fonction de centrale d'achats au sens de l'article L2113-2 du Code de la Commande Publique.

Tous les marchés passés par la CCIR dans le cadre de sa fonction de centrale d'achats sont soumis aux règles édictées par les règles de marchés publics en vigueur. Les pouvoirs adjudicateurs qui acquièrent des fournitures et des services auprès de la centrale d'achats de la CCIR AURA sont dispensés de leurs obligations en matière de publicité et de mise en concurrence.

Pour cette consultation, la CCIR AURA agit pour son propre compte et pour le compte des CCI territoriales dans le cadre d'un contrat de groupe.

Les prestations bénéficient aux CCI et aux établissements directement gérés par les CCI (SIC, CFA et Associations contrôlées).

Les prestations peuvent bénéficier également aux structures associées des CCI (type école de commerce). Les structures associées doivent être intégrées préalablement à la Centrale d'achat.

Liste des membres de la Centrale d'achats (CCI et leurs établissements gérés, SIC, CFA et Associations, leurs écoles et centres de formation.

- CCI de région Auvergne- Rhône-Alpes
- CCI Locale Beaujolais
- CCI de l'Ain
- CCI de l'Ardèche
- CCI de l'Allier
- CCI du Cantal
- CCI de la Drôme
- CCI de Grenoble
- CCI Nord-Isère
- CCI de la Haute-Loire
- CCI de Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne
- CCI du Puy-de-Dôme
- CCI de Savoie
- CCI de la Haute-Savoie
- ESG Clermont-Ferrand

La liste des établissements participant au marché lot par lot est détaillée dans chaque CCTP. Il devra être possible d'adjoindre au contrat de groupe un nouvel établissement répondant aux critères et n'ayant pas été référencé dans le lot concerné. Dans ce cas, l'adjonction d'un nouvel établissement fera l'objet d'un avenant au marché.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 11 lots désignés ci-dessous :

<i>Lots</i>	<i>Désignation</i>
1	Dommage aux biens 1 ^{ère} ligne - garantie < 20 M€
2	Responsabilité civile générale
3	Protection juridique et Défense pénale des agents et des élus
4	Responsabilité civile des Dirigeants
5	Flotte auto, Bris de machines (engins), Auto mission, Responsabilité civile garagiste/Véhicules pédagogiques
6	Individuelle accident
7	Responsabilité civile atteinte à l'environnement
8	Annulation Manifestation
9	Dommages aux biens portuaires
10	RC Portuaire
11	Cyber risques

1.3 - Obligations des titulaires

Les assureurs retenus doivent produire :

- Dans un délai de huit jours à compter de l'attribution du marché une note de couverture détaillée faisant référence aux garanties prévues au cahier des charges et justifiant de la coassurance à 100%.

Cette note de couverture étant le reflet de la police d'assurance définitive, le pouvoir adjudicateur ne supportera en aucun cas les différences défavorables pouvant exister entre la note de couverture et la police définitive.

- Au plus tard trois mois après la prise d'effet des garanties, le contrat définitif, en deux exemplaires conformes au cahier des charges et à l'acte d'engagement de l'assureur

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes, ainsi que les réserves afférentes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le Code des assurances
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Les conditions générales de l'assureur

ARTICLE 3 : CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent marché d'assurance, l'Assureur procédera au traitement de données à caractère personnel. En tant que responsable de traitement, il s'engage à respecter les dispositions légales en vigueur relatives à la protection des données personnelles, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ainsi que la loi modifiée n° 78-17 du 6 janvier 1978 portant sur l'informatique, les fichiers et les libertés.

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans, à compter du 1er janvier 2026 à 0h00 et cessera le 31 décembre 2029 minuit.

La date d'échéance du contrat, au sens du Code des assurances, est fixée au 1er janvier de chaque année.

ARTICLE 5 - PRIX

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le candidat fournira le détail des prix permettant de recalculer la prime en fonction des données techniques.

La prime pourra être réexaminée chaque année en fonction des données techniques.

5.2 - Détermination des prix

Pour les lots 1 et 9 :

Assurances de dommages : La prime d'assurance sera annuelle et calculée par application d'un prix sur les superficies déclarées par l'assuré. Pour les risques dits industriels et pour le Bris de Machine, par application d'un taux sur les valeurs assurées.

Pour le lot 2 et 10 :

Assurance de responsabilité civile générale et portuaire) : La prime d'assurance sera annuelle et calculée par l'application d'un taux sur la masse salariale hors charges de l'année N-1.

Pour le lot 3 :

Protection juridique et Défense pénale des agents et des élus : La prime d'assurance sera annuelle et forfaitaire ou fonction du nombre d'agents et /ou d'élus.

Pour le lot 4 :

Assurance de responsabilité civile des dirigeants : La prime d'assurance sera annuelle et forfaitaire.

Pour le lot 5 :

Assurance automobile, Auto-mission, RC garagiste, Véhicule pédagogique : La prime annuelle sera calculée en fonction du nombre et du type des véhicules. Pour la garantie auto-mission la prime sera fonction du nombre de kilomètres parcourus. Pour la garantie Bris de Machine sur engins automoteurs, la prime sera calculée par application d'un taux sur les valeurs assurées.

Pour le lot 6 :

Assurance Individuelle accident : La prime est annuelle et forfaitaire ou fonction du nombre d'élus.

Pour le lot 7 :

Assurance de responsabilité civile Atteinte à l'Environnement : La prime d'assurance sera annuelle et forfaitaire.

Pour le lot 8 :

Assurance annulation de manifestations : La prime d'assurance sera annuelle et forfaitaire ou Fonction du nombre de manifestations concernées ou du chiffre d'affaires de ces manifestations.

Pour le lot 11 :

Assurance Cyber Risque : La prime est annuelle et forfaitaire

6.3 - Contenu des prix

Les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution de la prestation et supportés par le titulaire quelle qu'en soit la nature et l'objet, telles que les charges fiscales, parafiscales et tout autre chargement.

6.4 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et révisables.

La révision des prix intervient exclusivement en fonction des variations économiques chaque année à la date anniversaire de la prise d'effet du marché. Ces variations économiques doivent correspondre à l'évolution d'indices notoirement connus et mentionnés dans le contrat d'assurance.

Les assureurs devront indiquer avec précision, dans leurs conditions générales, les indices applicables qui doivent être en lien direct avec l'objet du contrat, et la formule de révision.

La révision s'opère à la hausse ou à la baisse.

A chaque échéance annuelle l'assureur devra donner tous les éléments et motifs justifiant l'évolution des primes.

En cas de modification des contrats d'assurances, elle sera constatée par un avenant tel que prévu par le code des assurances.

En dehors des avenants dont l'objet est de régulariser les assiettes de primes des différents lots :

- Superficie des bâtiments pour les lots 1 et 9
- Montant des salaires pour le lot 2 et 10
- Nombre d'élus et/ou d'agents pour les lots 3 - 4 & 6
- Nombre de véhicules, de kilomètres et d'engins pour le lot 5

- Nombre d'installations assurées pour le lot 7
- Nombre de manifestations et/ou chiffre d'affaires des manifestations pour le lot 8

ARTICLE 6 - CLAUSE RÉEXAMEN

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 30 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut-être initiée dans les cas suivants :

En cas de circonstances imprévisibles dont les conséquences onéreuses excèdent ce qui pouvait être raisonnablement prévu par les parties, la modification est limitée à ce qui est nécessaire pour faire face aux circonstances imprévisibles.

ARTICLE 7 - GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

ARTICLE 8 - AVANCE

Aucune avance ne sera versée.

ARTICLE 9 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Le marché sera réglé par période de 12 mois, terme à échoir.

La prime de chaque police d'assurance devra faire l'objet d'une répartition des primes à partir des données techniques, et refacturées auprès chaque CCI ou établissement membres de la Centrale d'achats.

La prime provisionnelle est versée en début d'année civile pour l'ensemble des contrats.

Chaque prime de régularisation sera émise à réception par l'Assureur des éléments mis à jour.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement devront être adressées selon les modalités suivantes :

Prime annuelle globale et avenants :

CCIR Auvergne-Rhône-Alpes - Marchés publics
32 Quai Perrache - CS 10015
69286 LYON Cedex 02

Prime par entité :

Le marché sera réglé par période de 12 mois, terme à échoir.

La prime provisionnelle est versée en début d'année civile. Chaque prime de régularisation sera émise à réception par l'Assureur des éléments mis à jour.

L'assureur émettra une quittance de prime pour chacune des entités garanties, par lot , à savoir

- **Lot 1 Dommages 1ère Ligne** : Toutes les entités garanties. La Clé de répartition est la superficie de référence
- **Lot 2 Responsabilité Civile** : Toutes entités garanties. La Clé de répartition est la Masse salariale de référence
- **Lot 3 Protection Juridique** : Toutes entités garanties. La prime est divisée par le nombre de d'entités.
- **Lot 4 Responsabilité Civile Dirigeants** : Toutes entités garanties. La prime est divisée par le nombre de d'entités.
- **Lot 5 Automobile** :
Pour la Flotte auto = Toutes les entités garanties. La Clé de répartition est le nombre de véhicule de référence ;
Pour la garantie Auto Mission = Toutes les entités garanties. La Clé de répartition est le nombre de kilomètres déclarés de référence ;
Pour le Bris de Machine = Les entités concernées. La Clé de répartition est le nombre d'engins ou de Bris de Machine concernés ;
Pour la RC Garage /véhicules pédagogiques : Les entités concernées. La Clé de répartition est le nombre d'enseignants, et/ou le nombre de véhicules pédagogiques
- **Lot 6 Individuelle Accident** : Toutes les entités garanties. La Clé de répartition est le nombre de personnes concernées
- **Lot 7 RC Atteinte à l'environnement** : Les CCI ayant un site pris en compte au titre du contrat. La Clé de répartition est le nombre de sites.
- **Lot 8 Annulation des manifestations** : Les entités concernées. La Clé de répartition s'effectue en fonction du nombre de manifestation et/ou chiffre d'affaires des manifestations par CCI.
- **Lot 9 Dommages aux biens portuaires** : Port de Villefranche sur Saône uniquement.
- **Lot 10 Cyber Risque** : : Toutes les entités garanties. La Clé de répartition est celle en vigueur utilisée par la DSI pour la répartition des prestations auprès des CCI.

Article 9.3 – Dépôts des factures sous Chorus Pro

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les demandes de paiement seront présentées auprès de chaque CCI et de chaque structure associée et déposées sur le portail CHORUS Pro à partir des identifiants suivants.

ETS	ADRESSE	ID PRO CHORUS	Code CHORUS	MAIL SERVICE FACTURATION
CCI AIN	TSA n° 40002 69221 LYON CEDEX 02	18013001500019	ETB100	fournisseurs-ain@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI ALLIER	TSA n° 80060 69221 LYON CEDEX 02	13002286600011	ETB100	Fournisseurs-allier@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI ARDECHE	TSA n° 50003 69221 LYON CEDEX 02	13001400400019	ETB100	fournisseurs-ardecche@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI CANTAL	TSA n° 90061 69221 LYON CEDEX 02	18150001800039	15C100	fournisseurs-cantal@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI DROME	TSA n° 60004 69221 LYON CEDEX 02	18263001200017	ETB100	fournisseurs-drome@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI GRENOBLE	TSA n° 70005 69221 LYON CEDEX 02	18383001700012	ETB100	fournisseurs-grenoble@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI NORD ISERE	TSA n° 80006 69221 LYON CEDEX 02	18383002500015	ETB100	fournisseurs-nord-isere@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI HAUTE LOIRE	TSA n° 10062 69221 LYON CEDEX 02	13001313900014	43H100	fournisseurs-haute-loire@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI PUY DE DOME	TSA n° 20063 69221 LYON CEDEX 02	13000772700014	63P100	fournisseurs-puy-de-dome@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI LYON METROPOLE ST ETIENNE ROANNE	TSA n° 31000 69221 LYON CEDEX 02	13002170200019	ETB100	fournisseurs-metropole@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI REGION AURA	TSA n° 30001 69221 LYON CEDEX 02	13002269200011	ETB100	fournisseurs-ccir@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI BEAUJOLAIS	TSA n° 30010 69221 LYON CEDEX 02	13002269200029	ETB100	fournisseurs-beaujolais@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI SAVOIE	TSA n° 40011 69221 LYON CEDEX 02	18733001400072	ETB100	fournisseurs-savoie@auvergne-rhone-alpes.cci.fr
CCI HAUTE-SAVOIE	TSA n° 50012 69221 LYON CEDEX 02	18743001200067	ETB100	fournisseurs-haute-savoie@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

9.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

ARTICLE 10 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'assureur de chaque lot devra présenter à la CCIR AURA, à chaque échéance annuelle un relevé complet de la sinistralité de chaque lot, comprenant notamment :

- Le nombre et la nature des sinistres
- Le niveau de responsabilité pour les accidents de la circulation
- L'évaluation du sinistre : provision et règlement

- Le montant des recours obtenus
- La sinistralité sera présentée ligne à ligne par sinistre, et non par garantie indemnitaire

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 12 - RESILIATION

Chacune des parties est fondée à résilier le présent marché, par lettre recommandée avec accusé de réception, 6 (six) mois avant son échéance.

De plus, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans indemnité, en cas d'inexactitude des renseignements et documents fournis conformément aux articles R.2143-3 et R.2143-5 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique.

En complément, le marché peut être résilié dans les situations suivantes :

12.1 - Résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R.2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire, sans indemnité.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché :

- en cas de circonstances nouvelles entraînant une diminution du risque garanti si l'assureur refuse de réduire la cotisation en conséquence (article L 113-4 du Code des assurances)
- en cas de manquement grave du titulaire du marché aux obligations contractuelles tel que non-paiement d'un sinistre du à dire d'expert, paiement tardif d'un sinistre sans justification technique, non prise en compte d'une demande écrite d'une nouvelle garantie entraînant un refus d'indemnisation en cas de sinistre
- en cas de cession sans autorisation par avenant soumis au pouvoir adjudicateur
- en cas de modification de l'entreprise (cf. art. 12.3 ci-dessous)

12.2 - Résiliation du marché par le titulaire du marché

L'assureur peut résilier le marché en vertu des dispositions prévues à cet effet par le code des assurances.

12.3 - Modifications de l'entreprise

Toute modification apportée dans la forme juridique de l'entreprise d'assurance devra être notifiée à la CCIR AURA par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle devra être accompagnée des documents justifiant les modifications intervenues, notamment les extraits de procès-verbaux de l'assemblée générale certifiés conformes, le journal d'annonces légales dans lequel auront été publiées les modifications survenues.

La CCIR AURA, dans l'éventualité prévue au présent article, se réserve la faculté, sans avoir à justifier sa décision, de mettre fin au Marché pour la partie restant à accomplir.

Aucune indemnité, pour quelque cause que ce soit, ne pourra être réclamée de ce fait.

12.4 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du contrat. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de contrat.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du contrat. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du contrat est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 13 - REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 14 - DEROGATIONS

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS - Fournitures Courantes et Services
- L'article 8 du CCAP déroge à l'article 11.1. du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 17.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Il est dérogé aux dispositions prévues par les C.C.A.G en ce qu'elles ont de contraires avec les dispositions du code des assurances. En cas de litige entre les C.C.A.G et le code des assurances, ce sont les dispositions de ce dernier qui prévaudront.